

Retraite : faudra-t-il côtiser 40 années ?

Le système de retraite actuel sera sans aucun doute inscrit à l'ordre du jour de la prochaine tripartite, a-t-on appris de source syndicale sûre. L'idée d'un débat autour de cette question a été avancée par le gouvernement et soumis à réflexion aux deux partenaires, à savoir l'UGTA et le patronat.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Mardi dernier, une réunion du secrétariat national de l'UGTA a eu lieu sous la présidence de son premier responsable, Abdelmadjid Sidi Saïd. A l'ordre du jour de cette rencontre organique, deux questions fondamentales.

La première a trait à l'état d'avancement du processus de renouvellement des structures horizontales et verticales de la centrale syndicale, tel qu'initié par le secrétaire général lors de la dernière réunion. La seconde est relative à l'état d'avancement des préparatifs de la prochaine tripartite, dont la date de la tenue sera fixée au lendemain des rencontres préliminaires entre Ouyahia, Sidi Saïd et les animateurs de la coordination patronale. A ce propos, on indique que la tenue de cette rencontre interviendra au cours de la première semaine du mois de décembre prochain.

Ceci étant, notre source syndicale a fait savoir que le second point inscrit à l'ordre du jour de la réunion du secrétariat national de l'UGTA a été particulier, puisqu'il s'agis-

sait de traiter cinq questions devant être soumises à débat lors de la tripartite.

Ainsi, si l'opinion publique a eu vent des quatre premiers points, qui portent sur la revalorisation du SNMG, la révision du Code du travail, l'évaluation du pacte national économique et social et l'assainissement des entreprises publiques, il n'en demeure pas moins que le cinquième point soulève des interrogations.

Il s'agit du système de retraite actuel, auquel le gouvernement veut apporter des changements. Nos sources soulignent, cependant, que «la décision finale autour de cette question ne sera pas prise lors de la prochaine tripartite». «Le débat sera lancé en cette circonstance, en attendant qu'une commission de réflexion et de suivi tripartite soit mise sur pied», explique-t-on.

A ce sujet, notre source indique que le gouvernement compte, à travers son projet de réforme, revoir à la hausse le nombre d'années de cotisations. En d'autres termes, les pouvoirs publics veulent revenir à



Retour à l'ancien système de retraite...

l'ancien système de retraite, selon lequel «le postulant à la retraite doit faire valoir une quarantaine d'années de cotisations».

Une disposition qui existait donc, avant que les pouvoirs publics ne procèdent à sa révision en 1994, soit au lendemain de la bipartite gouvernement - UGTA. A cette époque, le chef de gouvernement Rédha Malek et feu Abdelhak Benhamouda avaient conclu un accord portant révision du système

de retraite. Le contexte économique de l'époque - signature du plan d'ajustement structurel (PAS) - avait contraint les pouvoirs publics à revoir à la baisse le nombre d'années de cotisation pour la retraite, le ramenant de 40 à 32 années.

Lors de cette bipartite, gouvernement et UGTA étaient parvenus à un compromis stipulant qu'«au lieu de procéder à un licenciement massif des travailleurs, tel qu'exigé par le

FMI, il fallait que ces derniers puissent prétendre à une retraite complète».

Il est à noter que ce n'est pas la première fois qu'un débat sur la réforme du système de retraite est porté au-devant de l'actualité nationale.

Pour l'institution de Bretton Woods, le système par répartition, adopté par l'écrasante majorité des pays européens, «est difficilement soutenable dans les pays où le ratio nombre de travailleurs/ nombre de

retraités a baissé». Aussi cette institution encourage-t-elle la tendance actuelle consistant à passer de la répartition à la capitalisation.

Une proposition rejetée par le gouvernement après que l'UGTA, à travers sa Fédération nationale de retraités (FNTR), est montée au créneau pour exprimer son opposition.

Ainsi, par la voix de son ex-SG, M. Azzi, la FNTR a indiqué que «basé sur la solidarité entre les générations et la solidarité professionnelle, le régime algérien de retraite dit par répartition est hors de danger».

Pour pallier le problème de financement, la source d'inquiétude au niveau de la Banque mondiale, la FNTR a appelé, lors de son congrès tenu en juin 2006, à la constitution d'un «fonds de réserve de retraite, indispensable à la pérennisation du système national de retraite, garant du paiement régulier et à terme des pensions».

Ceci et alors que M. Tayeb Louh, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, a indiqué que «la pérennité du système actuel de retraite et la préservation de ses équilibres financiers sont un objectif que nous partageons avec tous les partenaires socioéconomiques».

A. B.

BENBADA L'A ANNONCÉ HIER

Beaucoup de PME sur le point de fermer

En marge d'une conférence de presse organisée à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'artisanat et de la tenue des assises nationales, le ministre de la PME et de l'Artisanat, Mustapha Benbada, a reconnu que beaucoup de PME devront bientôt mettre la clé sous le paillason.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Souffrant des lourdeurs administratives dans l'application des nouvelles dispositions de la LFC 2009, notamment les entraves dans l'approvisionnement en matières premières, un nombre important de responsables de PME ont adressé, ces derniers jours, une série de correspondances au premier responsable du secteur, annonçant la fermeture de leurs entreprises.

Tout en se disant conscient des difficultés de ces entreprises, Benbada n'envisage pas de solution dans l'immédiat, sinon, souligne-t-il, d'«attendre que le gouvernement se penche sur le dossier afin de trouver des solutions provisoires».

Par ailleurs, concernant le secteur de l'artisanat, le

ministre s'est dit désolé de constater le peu d'empressement des banques à accompagner les artisans dans le cadre du financement de leurs projets.

Quant à la réhabilitation du marché de l'artisanat, après que les plus importantes entreprises de céramique, de poterie, de tapisserie, entre autres, ont dû baisser rideau et que les produits artisanaux sont actuellement proposés à des prix exorbitants, Benbada affirme que beaucoup d'efforts sont accomplis afin de rééquilibrer ce secteur d'activité.

Pour les entreprises qui ont déclaré faillite, le ministre a rappelé que le problème remonte aux années 1980 et n'est pas propre au seul secteur de l'artisanat, bien qu'il soit le plus touché.

Pour ce qui est de l'existence d'un véritable marché de l'artisanat, Benbada a souligné que si les choses en sont arrivées là, c'est parce que l'Etat s'est désengagé, ce qui, à ses yeux, a porté un sérieux coup au marché. S'agissant de la question des prix inabornables des produits artisanaux, le ministre donne deux explications. La première est que les prix des matières premières sont élevés et la seconde tient à l'indisponibilité d'équipements et outils de production, ce qui nécessite l'accomplissement d'un travail manuel, exigeant donc plus de temps, plus de moyens et, subséquemment, plus de dépenses.

Quant à l'artisanat d'art, le ministre a souligné que certains produits sont destinés à une certaine frange de la société, ne pouvant être à la portée de tout le monde.

Néanmoins, pour que ces objets d'art soient dorénavant plus accessibles aux bourses moyennes,



Benbada n'envisage pas de solution dans l'immédiat.

Benbada a annoncé une défiscalisation de cette activité particulière.

Enfin, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'artisanat, le 9 novembre, plusieurs salons se tiennent à travers différentes wilayas du pays, qui

s'étaleront jusqu'au 15 novembre prochain. Il est prévu l'attribution d'un prix pour la meilleure production artisanale.

Quant aux assises nationales de l'artisanat, qui portent sur l'évaluation du programme de dévelop-

pement du secteur tel qu'approuvé par le gouvernement en juin 2003, ainsi que sur la préparation de la stratégie pour la décennie 2010-2020, elles se tiendront les 21, 22 et 23 novembre 2009.

M. M.